
MARIE-PIERRE D'UDEKEM D'ACOZ

**«Pour le Roi et la Patrie. La noblesse belge
dans la Résistance»**

Bruxelles, Éditions Racine, 2002, 500 p. ¹⁶

Fruit d'une recherche initiée il y a plusieurs années sous les auspices du CEGES, ce livre aborde un thème peu étudié dans l'historiographie belge, à savoir la place de l'aristocratie dans la société démocratique de l'après-1918, à travers le cas particulier de son engagement dans la Résistance au cours du second conflit mondial.

Avant d'entamer la problématique centrale de l'ouvrage, Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz dresse d'ailleurs en une centaine de pages un tableau très éclairant de l'état d'esprit de la noblesse dans l'Entre-deux-guerres. Elle y souligne avec beaucoup de finesse la mentalité d'un monde déstabilisé par l'évolution économique, sociale, politique et culturelle de la Belgique, mais qui malgré une certaine attirance vers l'extrême droite nationaliste belge, est, selon elle, occupée à s'adapter à son nouvel environnement sociétal et même à s'y

¹⁶ Paru en néerlandais sous le titre *Voor Koning & Vaderland. De Belgische adel in het verzet*, Tiel, Lannoo, 2003, 488 p.

intégrer, lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. La participation d'un pourcentage élevé de nobles à la Résistance, ce dont témoignent les trois cents pages suivantes, est pour l'auteur la preuve éclatante de la reconnaissance par la noblesse du système démocratique qui sous-tend l'État belge, et donc de son immersion totale dans la société née sur les décombres de la Première Guerre mondiale. Ajoutons encore que l'auteur évoque en une vingtaine de pages les quelques cas de nobles ayant pris le parti de collaborer avec l'occupant.

Friant de biographies collectives susceptibles d'évoquer des proches (la galerie de portraits reprise en couverture rend bien compte du type d'ouvrage) surtout lorsque, comme le suggère le titre, elles paraissent avoir un lien avec la famille royale, le grand public a largement répondu à l'attente des éditeurs, puisque 3.500 exemplaires du livre ont été vendus en français et 1.500 en néerlandais. Gageons que même si le Roi n'intervient pas comme acteur, mais comme objet de préoccupation, ces nombreux acquéreurs n'auront pas été déçus par le récit des centaines de récits individuels rendus par l'auteur avec un grand souci d'exactitude et dans un style plaisant empreint d'empathie pour les victimes.

Le jugement de l'historien est, lui, plus nuancé. Il faut, bien évidemment, rendre hommage à Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz pour l'ampleur et le sérieux du travail effectué. La somme d'informations rassemblées sur l'engagement des nobles dans la Résistance fait pour longtemps du livre la référence incontournable sur la question. En revanche, on regrettera

quelque peu la méthodologie adoptée qui, à notre sens, ne permet pas suffisamment de répondre aux questions essentielles liées à la participation de l'aristocratie à la lutte contre l'occupant.

En effet, en privilégiant l'énumération des cas, dans un ordre établi en fonction de l'appartenance aux divers services de renseignements et d'action (SRA), puis aux différentes structures en connexion avec l'Armée secrète (AS), l'auteur décompose, ou mieux encore, atomise le phénomène étudié. Le souci de Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz "d'éviter les grandes théories et les spéculations dans lesquelles les individus sont engloutis et leur spécificité propre et leur humanité ignorées" (p. 12) est louable, mais il la conduit trop souvent à négliger l'analyse globale du comportement des nobles dans la Résistance et par là, les ressorts fondamentaux de leur action. Une telle approche aboutit aussi à une absence de repères chronologiques pour le groupe. Enfin, si les liens interpersonnels dans le milieu sont bien mis en exergue, il n'en va pas de même pour les contacts développés au dehors, ce qui peut à tort ou à raison donner l'impression que ce monde évolue en vase clos. Constatation étonnante lorsqu'on sait qu'un des buts essentiels de l'étude est de montrer l'intégration de la noblesse dans la société belge !

Cette vision critique se doit cependant d'être nuancée. En historienne chevronnée, l'auteur fournit à plusieurs reprises des données chiffrées permettant de se faire une meilleure idée des grandes tendances du phénomène. Malheureusement, les questions abordables et utiles à la compréhension de ce qui est en jeu n'ont pas toutes été posées. Ainsi, on ne sait rien

de la répartition géographique des résistants nobles. Or, il aurait été intéressant de connaître la réaction spécifique de la noblesse de Flandre, menacée dans sa tradition francophone et belgiciste par un nationalisme flamand revanchard. Par ailleurs, pourquoi n'avoir élaboré la majeure partie de ces statistiques qu'à partir des Services de Renseignements et d'Action (SRA) et de l'Armée secrète (AS) ? Même s'il est probable que la plupart des nobles en lutte contre l'occupant ont été reconnus via ces deux structures, il aurait sans doute été plus judicieux de tenir compte aussi de ceux membres d'autres organisations de résistance. Le travail prodigieux réalisé par Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz pour recenser tous les nobles en âge de résister rendait cette tâche tout à fait concevable, puisqu'il était techniquement possible d'effectuer un sondage parmi les diverses archives de la Résistance pour un noble sur 10 ou sur 5 (soit 875 ou 1750 cas).

La non-utilisation des fonds liés à d'autres structures que les SRA et l'AS pose évidemment un autre problème essentiel. Elle oblitère notamment la participation d'un nombre non négligeable de nobles au Mouvement national royaliste, organisation aux accents autoritaires marqués. Enfin, la focalisation sur les SRA et l'AS privilégie deux formes de résistance, la récolte de renseignements et la résistance armée, au détriment d'autres types d'action comme l'aide aux 'illégaux' (tout de même régulièrement signalée, en particulier dans le cadre des chaînes d'évasion) et surtout la presse clandestine, trop rarement évoquée.

La méthode privilégiée par l'auteur, à savoir l'évocation des parcours person-

nels dans la Résistance, et très souvent aussi dans l'univers concentrationnaire, présente cependant plusieurs avantages incontestables par rapport à tout autre type d'approche. Ainsi, elle permet de percevoir la diversité des destins individuels, tout en mettant en exergue l'intensité des liens interpersonnels, en particulier familiaux, à n'en pas douter une spécificité de ce milieu. Elle rend aussi compte plus fidèlement des états d'âme et des motivations exprimées au moment des faits. À plusieurs reprises, Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz tire judicieusement profit de ces éléments pour avancer des hypothèses intéressantes, mais ces ébauches d'explication sont trop liées à des cas particuliers et trop disséminées dans le texte pour constituer des bases solides de réflexion.

En réalité, il faut attendre "les considérations finales" pour voir l'auteur se lancer dans une véritable tentative de compréhension de l'engagement de la noblesse dans la Résistance. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'une de ses premières conclusions étonne. En effet, selon elle, "il n'y a pas de façon typiquement 'noble' de résister" (p. 451). Mais alors comment interpréter la surreprésentation manifeste de l'aristocratie dans les SRA et à l'AS ? Ne signifie-t-elle pas au contraire que ce groupe a combattu l'ennemi de manière spécifique, se conformant à des schémas de pensée qui lui étaient propres ? SRA et AS avaient comme point commun d'aider à préparer les alliés anglo-saxons à libérer le territoire et donc à restaurer la Belgique d'avant 1940.

Il est vrai que les finalités premières des responsables de ces deux ensembles n'étaient pas vraiment les mêmes. Dans

les SRA, on était de manière générale convaincu dès le départ que le meilleur régime pour la Belgique était l'État libéral et bourgeois en place dans l'Entre-deux-guerres. À l'AS par contre, la préférence allait incontestablement à un système plus autoritaire où le pouvoir du Roi aurait été renforcé. Mais ce rêve, auquel n'avait pas renoncé une partie de la noblesse, se heurtait à une réalité menaçante pour toute l'aristocratie du pays, la montée du communisme. Pour rejeter hors du pays l'envahisseur haï – le “Boche” coupable de deux agressions injustifiables en 25 ans –, une seule solution s'imposait à toute la noblesse : appuyer les Anglo-Saxons et le gouvernement belge de Londres. C'était somme toute un moindre mal pour les nobles tenants de la ligne ultra-conservatrice qui avaient quand même conscience des avantages que leur conférait le régime d'avant 1940, surtout si on le comparait avec celui de la France de la Troisième République.

Mais l'explication politique n'est pas la seule valable. Comme Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz le souligne à juste titre, il existe dans ce milieu une véritable culture de l'engagement, s'appuyant sur une tradition historique très ancienne. Cependant, il nous semble que l'auteur n'insiste pas assez sur une dimension fondamentale du système de représentations de la noblesse, à savoir son attachement profond au catholicisme et au modèle développé par ce dernier pour s'adapter à la modernité. Comment, par exemple, ne pas établir de

parallélisme entre l'esprit de reconquête de la société manifesté à la fin du XIXe siècle par l'idéal de la croisade ou dans l'Entre-deux-Guerres par celui du Christ-Roi, et un combat clandestin mené aussi au service d'une Église de Belgique qui estimait avoir tout à perdre de l'avènement du nazisme ou du communisme ?¹⁷.

En outre, on s'étonnera du fait que l'auteur n'ait pas creusé plus avant la piste de la culture de guerre née du premier conflit mondial, dans la lignée des travaux menés par l'équipe de l'Historial de Péronne. Le choix de lutter contre l'envahisseur s'explique aussi en partie par la germanophobie née de la Grande Guerre, germanophobie qui excluait pratiquement toute tentation de s'allier avec l'envahisseur contre le communisme. Enfin, et nous l'avons déjà signalé, la noblesse de Flandre avait encore une autre bonne raison de réagir à l'occupation : elle pouvait en effet légitimement craindre de se voir exclue des cercles dirigeants de la société du nord du pays par les nationalistes flamands.

À la lecture de ces lignes, on ne s'étonnera donc pas que nous ne partagions pas tout à fait l'avis de Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz selon lequel “le processus d'adaptation à l'époque post-révolutionnaire, que la noblesse a entrepris depuis la naissance de l'État belge, est désormais accompli” (p. 464). Le ralliement au régime mis en place en Belgique après 1918 n'est, pour une part de la noblesse, que circonstanciel. Une fois l'ennemi

17 Cf. LAURENCE VAN YPERSELE & ANNE-DOLORÈS MARCELIS (dir.), *Rêves de chrétienté, réalités du monde. Imaginaires catholiques. Actes du colloque, Louvain-la-Neuve, 4-6 novembre 1999*, Paris/Louvain-la-Neuve, 2001 et FABRICE MAERTEN, FRANS SELLESLAGH & MÀRK VAN DEN WIJNGAERT, *Entre la peste et le choléra. Vie et attitude des catholiques belges sous l'occupation*, Gerpennes, 1999.

chassé du pays et le danger d'insurrection communiste écarté, réapparaîtra au grand jour, par le biais de la question royale, la difficulté pour cette frange de l'aristocratie d'accepter le système établi au lendemain de la Grande Guerre.

En privilégiant une approche individuelle du phénomène, l'auteur n'a sans doute pas toujours été à même de percevoir de manière adéquate les enjeux majeurs de l'implication de la noblesse belge dans la Résistance. Cependant, son excellente synthèse relative à l'Entre-deux-guerres et sa démonstration convaincante de l'ampleur du sacrifice consenti par tant d'hommes et de femmes appartenant à ce milieu, font incontestablement de cet ouvrage une étude très utile tant pour l'histoire de la noblesse, que pour celle de la Résistance.

Fabrice Maerten